

Main basse sur la médecine libérale ?



Par Marc Villacèque.

Président du Syndicat national des cardiologues

L'entrée de capitaux étrangers ou de structures purement financières dans le monde de la santé est de plus en plus préoccupante.

Quatre grands groupes de santé privés détiennent plus de la moitié de l'hospitalisation privée générale française :

- Ramsay Santé, dont les actionnaires principaux sont un groupe australien de cliniques privées et le Crédit Agricole ;
- Elsan, qui appartient majoritairement au fond de CVC Capital Partners et à la famille Bettencourt (groupe L'Oréal) ;
- Vivalto Santé, appartenant à des médecins pour 33 %, une société d'investissement des Émirats arabes pour 24 %, et la MACSF ;
- Al maviva Santé, appartenant à des fonds soutenus par le Koweït à hauteur de 60 %.

La communication entre ces groupes et les médecins est de plus en plus difficile, voire impossible dans certaines villes. Des établissements font le choix de diminuer la masse salariale au détriment du chiffre d'affaires, et donc de l'activité de soins. Ils n'hésitent pas à jongler avec la législation pour optimiser les bénéfices :

- pendant la pandémie, les cliniques ont usé et abusé des déprogrammations malgré les compensations pour perte de revenus accordées par les pouvoirs publics ;
- les échographies de stress sont réalisées en hospitalisation de jour et non

plus en soins externes, alourdissant la procédure au détriment de la santé des patients et de l'Assurance-maladie.

Les champs d'action de ces sociétés touchent tous les secteurs de la santé

:

- achat de cabinets de radiologie, de laboratoires de biologie ou d'autorisations d'exercices comme en radiothérapie et oncologie ;
- création de centres de santé pour « pallier les déserts médicaux » comme à Pierrelatte dans la Drôme. Un de ces groupes a réussi à salarier quatre généralistes, avec un financement de la CNAM en fonction des profils des patients, modalité d'allocation des ressources pouvant inciter à prendre en charge une population plus « rentable ».

Devant cette hyper-financiarisation à l'américaine, la résistance commence à s'organiser :

- le syndicat de radiologie, la FNMR, a organisé un séminaire en avril 2022 en vue de proposer de nouveaux modèles d'organisation des spécialités médicales libérales pour s'opposer à la prise de contrôle par ces groupes financiers ;
- le réseau « Les biologistes indépendants », composé d'environ 1 000 biologistes, a alerté sur les conséquences de la financiarisation : les laboratoires ayant rejoint de grands groupes financiers représentent environ 70 % de part de marché ;
- le groupe Ramsay Santé n'a pas réussi à racheter six centres de santé de la Croix-Rouge française en Ile-de-France ;
- les reportages journalistiques se multiplient sur les centres de santé aux pratiques déviantes (dentaires, ophtalmo).

Ces fonds financiers rachetant de plus en plus de structures de soins possèdent comme unique boussole la rentabilité financière de leurs investissements, au détriment, si besoin, de toute logique de soins. Nous ne partageons pas le même objectif prioritaire : le profit pour eux, la santé des patients pour nous. Aussi, le SNC vous encourage à refuser les avances de ces groupes, à préserver autant que possible notre indépendance dont dépendent notre liberté de médecin libéral et l'intérêt des patients qui nous font confiance.